

**ARRÊTÉ N° A – 2017 – 08 DU CONSEIL GÉNÉRAL  
DU 16 JUIN 2017**

relatif à la composition et au fonctionnement  
du Comité d’audit du Conseil général

**LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE FRANCE,**

Vu la décision du Conseil général n° 2004-04 du 22 octobre 2004 relative à la création d’un Comité d’audit auprès du Conseil général,

Vu l’arrêté du Conseil général n° A–2016–02 du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré dans sa séance du 16 juin 2017,

**ARRÊTE :**

La charte du Comité d’audit du Conseil général annexée à l’arrêté susvisé est remplacée par la charte annexée au présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 juin 2017

Pour le Conseil général,

Le Gouverneur de la Banque de France, Président

François VILLEROY de GALHAU

## **CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT**

### **1. Mission**

Le Comité d'audit a pour mission de rendre compte au Conseil général dans les domaines de l'information financière, de l'audit externe et interne, du contrôle interne et de la maîtrise des risques.

### **2. Attributions**

Les attributions du Comité d'audit concernent :

a) les comptes annuels, pour lesquels :

- il analyse les principes comptables appliqués et leur conformité aux normes en vigueur ;
- il étudie les comptes avant leur présentation au Conseil général.

b) le commissariat aux comptes, pour lequel :

- il participe à la procédure de sélection des commissaires aux comptes, sans préjudice des dispositions des articles 27-1 des statuts du SEBC et L. 142-2 du Code monétaire et financier, et s'assure de leur indépendance au cours de leur mandat ;
- il examine le plan annuel d'intervention des commissaires aux comptes et sa bonne articulation avec les travaux de l'audit interne ;
- il prend connaissance du rapport des conclusions des travaux des commissaires aux comptes ;
- il approuve la fourniture par les commissaires aux comptes des autres services qu'ils sont autorisés à rendre.

c) l'audit interne, pour lequel :

- il approuve la charte d'audit de la Banque de France et s'assure de son respect ;
- il examine le programme annuel d'audit et donne un avis sur celui-ci ;
- il prend connaissance des principaux constats de l'audit interne.

d) il est informé des missions confiées à des cabinets d'audit ou de conseil portant sur les sujets du ressort du Comité.

e) il examine le dispositif de contrôle interne et de maîtrise des risques, et en suit les résultats.

### **3. Composition**

Le Comité d'audit comprend trois membres non exécutifs du Conseil général.

La durée du mandat des membres du Comité d'audit est de trois ans sans pouvoir excéder le terme de leur mandat de conseiller général. Le mandat est renouvelable.

Le Président du Comité est nommé par le Conseil général sur proposition du Gouverneur.

---

#### **4. Réunions**

Le Comité d'audit se réunit au moins trois fois par an sur convocation du président. S'il l'estime nécessaire, le président peut proposer une ou plusieurs réunions supplémentaires. Le censeur est invité à participer à la réunion qui précède l'approbation des comptes annuels et, en tant que nécessaire, à d'autres réunions.

Lorsque le Comité examine les comptes des dépenses de l'exercice passé, il invite le président du Comité d'audit de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution à venir présenter ses observations.

Dans le cadre de ses attributions, le Comité d'audit peut entendre tout responsable de la Banque ainsi que les commissaires aux comptes.

Le quorum est atteint lorsque deux membres du Comité sont présents. En cas d'absence du président, le membre le plus âgé assure la présidence.

#### **5. Secrétariat**

Le secrétariat du Comité d'audit est assuré par le contrôleur général de la Banque de France, assisté en tant que de besoin par l'un de ses collaborateurs. Il prépare les réunions du Comité. Il établit le compte rendu des séances, qui donne lieu à approbation par le Comité puis à communication au Conseil général.

#### **6. Processus d'approbation et de révision de la Charte du Comité d'audit**

La présente Charte fait l'objet d'un examen au moins tous les deux ans par le Comité d'audit qui soumet les éventuelles modifications à l'approbation du Conseil général.

---